



Communiqué de presse mercredi 5 novembre 2014 « L'extinction programmée de la médecine scolaire »

Le Syndicat National des Médecins Scolaires et Universitaires - UNSA Éducation a tenu aujourd'hui une conférence de presse pour alerter l'ensemble des partenaires, élèves, parents d'élèves, professionnels de l'éducation nationale et professionnels de la santé, de la situation d'abandon dans laquelle se trouve la médecine scolaire qui aboutira à court terme à son extinction.

La rentrée scolaire 2014-2015 s'est faite dans une triste continuité pour les médecins de l'éducation nationale. En effet, leur nombre continue à diminuer de façon alarmante avec 263 postes vacants en octobre 2014. S'y ajoutent des vacances de postes de médecins conseillers techniques départementaux de plus en plus nombreuses et, pour la première fois, la démission de collègues!

La baisse du nombre des médecins de l'éducation nationale ne peut s'expliquer par une démographie médicale défavorable. Car même si l'exercice salarié est priorisé par les jeunes médecins, surtout les femmes, cela ne bénéficie pas à la médecine scolaire.

L'augmentation constante de l'effectif des élèves relevant d'un médecin scolaire (1100 médecins pour 12 millions d'élèves), l'étendue de leur secteur de travail, pouvant couvrir un département entier, la multiplication des missions jamais priorisées par le ministère de l'éducation nationale concourent à la faible attractivité du métier.

Cet abandon de la médecine scolaire est tout à fait paradoxal à l'heure où le ministère affirme la promotion de la santé comme une des missions de l'école.

Les médecins de l'éducation nationale, au sein de l'équipe éducative, sont des acteurs essentiels à la dynamique d'une politique de santé à l'école. Ils possèdent un savoir-faire en santé publique et dans les diverses approches individuelles et/ou collectives de santé. Ils sont des médecins de première ligne pour les élèves et leur famille et participent à la lutte contre les inégalités sociales et de santé.

La baisse des effectifs des médecins de l'éducation nationale n'est pas une fatalité !

Le SNMSU-UNSA Éducation a fait de nombreuses propositions—aux différents Ministres de l'éducation nationale—: il est toujours dans l'attente. Silence pendant des mois, immobilisme en attendant que le sujet se noie dans l'actualité, culture des tensions entre les professionnels de santé sont de mise.

Peut-on rester sourd à l'édition 2012 de PISA où la France est 18^{ème} sur les 34 pays membres de l'OCDE, loin derrière ceux qui lui ressemblent en termes de niveau de vie et de richesse économique? Peut-on rester aveugle à ces 440 000 nouveaux enfants vivants dans la précarité, soit 3 points d'augmentation, et qui concernent maintenant des classes moyennes ?

Cet attentisme n'est pas tolérable. L'école est un lieu de vie et de proximité qui permet justement de construire la prévention. Il s'agit d'une gigantesque gabegie. On balaye par cette attitude, un investissement humain et financier, on annihile un savoir faire de pédiatrie communautaire.

L'absence de décisions politiques est un choix hypocrite. Et les déclarations ambitieuses de notre ministère ne leurent plus personne : ni les parents d'élèves, ni les personnels de l'éducation nationale, ni les partenaires. Les médecins de l'éducation nationale en prennent acte.

Alors nous interrogeons notre ministère : **quelles décisions politiques indispensables et urgentes va-t-il prendre, en particulier en termes de moyens humains en médecins, pour garantir une mission de promotion de la santé en faveur des élèves?**

Contact presse : Jocelyne GROUSSET Secrétaire générale du SNMSU 01 58 46 14 80